TICAD 8

Rapport 2022 – 2025

(Traduction Provisoire)

TICAD Tokyo International Conference on African Development

Tunisia 2022

20-22 Août 2025, YOKOHAMA, JAPON

Projet de promotion du riz (Photo: JICA)

Table des matières

Introduction 2

Bilan des progrès et réalisations spécifiques accomplis depuis la TICAD 8 3

Pilier 1: Économie 5

Renforcement d'un système économique international libre et ouvert 5

Renforcement des capacités 5

Finance 6

Soutien au renforcement de la production alimentaire 7

Promotion de la mise en œuvre de la ZLECAf, renforcement de la connectivité 8

« Croissance verte » 11

Soutien à la résolution des problématiques sociales, y compris le soutien aux start-ups 13

Pilier 2: Une société résiliente et inclusive 16

Santé 16

Éducation 18

Mesures de lutte contre le changement climatique et réduction des risques de catastrophe 20

Pilier 3: Paix et stabilité 22

Consolidation de la démocratie et promotion de l'État de Droit 22

Prévention des conflits et consolidation de la paix 24

Autonomisation des communautés 27

Conclusion 28

Introduction

Projet de la résilience climatique(Photo: JICA)

La Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD), qui a débuté en 1993, a été la première à adopter une approche ouverte, inclusive et multilatérale du développement de l'Afrique, en mettant l'accent sur l'appropriation et le partenariat africains. Au cours des trois dernières décennies, la TICAD a évolué en réponse à l'évolution du contexte international, s'adaptant continuellement pour soutenir les aspirations émergentes de l'Afrique en matière de développement, notamment en accord avec l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les objectifs de développement durable (ODD).

En août 2022, la TICAD 8 s'est tenue à Tunis, en Tunisie, réaffirmant l'engagement du Japon et des pays africains en faveur d'une croissance forte et inclusive à travers l'Afrique. La conférence a mis l'accent sur l'importance d'investir dans le capital humain, d'assurer une croissance de qualité et de maintenir la paix et la sécurité. Elle s'est conclue par l'adoption de la Déclaration de Tunis de la TICAD 8, qui a réaffirmé le rôle essentiel du Japon en tant que partenaire de longue date dans le progrès socio-économique de l'Afrique.

Lors de la TICAD 8, le Japon a annoncé son intention d'investir **30 milliards USD sous forme de contributions financières publiques et privées** au cours des trois prochaines années. En juillet 2025, cet objectif a été atteint. Le présent rapport d'étape de la TICAD 8 fournit une vue d'ensemble consolidée des initiatives et des projets réalisés par le Japon depuis la TICAD 8, conformément aux recommandations mentionnées dans la Déclaration de Tunis de la TICAD 8, couvrant la période 2022-2025. Il rend compte à la fois des résultats quantitatifs et des réflexions qualitatives, en s'appuyant sur les données programmatiques, les contributions des parties prenantes, l'allocation financière et les meilleures pratiques en matière d'impact.

Dans un esprit de co-création et d'innovation, ce rapport met en évidence la manière dont le Japon, tant dans le secteur public que privé, a soutenu l'Afrique, en collaboration avec les pays africains et leurs partenaires, dans l'élaboration d'une voie vers un développement durable, résilient et inclusif.

Bilan des progrès et réalisations spécifiques accomplis depuis la TICAD 8

La centrale éolienne terrestre d'Amunet (Photo : Sumitomo Corporation)

La Déclaration de Tunis de la TICAD 8 s'articule autour de trois piliers stratégiques : (1) réaliser une transformation structurelle pour une croissance économique et un développement social durables, (2) réaliser une société résiliente et durable, et (3) réaliser une paix et une stabilité durables.

Dans le cadre du premier pilier, le Japon et les dirigeants africains ont réaffirmé l'importance le rôle essentiel des investissements du secteur privé dans la promotion d'une croissance inclusive, de l'innovation et du développement des ressources humaines industrielles. La déclaration a également appelé à un renforcement de la coopération internationale en matière de résilience climatique, de transition énergétique et de sécurité alimentaire, en mettant particulièrement l'accent sur l'exploitation de la science, de la technologie et de l'innovation.

Dans le deuxième pilier, la déclaration a souligné l'importance de la sécurité humaine et la nécessité de mettre en place des systèmes de santé solides, en particulier à la suite de la pandémie de COVID-19. Le sommet a également mis l'accent sur l'importance de l'éducation, du développement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), ainsi que de la durabilité environnementale, appelant à un renforcement du soutien international pour relever les défis liés au climat et promouvoir des économies vertes.

Le troisième pilier était axé sur la paix et la stabilité, avec un accent particulier sur la bonne gouvernance, les principes démocratiques et les initiatives de paix menées par l'Afrique. La déclaration a salué les efforts régionaux et internationaux visant à lutter contre l'insécurité maritime, les flux financiers illicites et la criminalité transnationale. Elle a également souligné l'importance de s'attaquer aux causes profondes des conflits par le biais d'un développement inclusif, de la résilience des communautés et de l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Cette section présente un examen structuré des progrès réalisés dans la mise en œuvre des initiatives alignées sur la Déclaration de Tunis de la TICAD 8 depuis 2022. Les initiatives présentées dans le rapport ont eu un impact mesurable, notamment en termes de nombre de bénéficiaires touchés, de services effectivement fournis et de renforcement des capacités institutionnelles. En outre, elles ont favorisé une plus grande collaboration transfrontalière, influencé les agendas politiques nationaux et régionaux et contribué à consolider la confiance du public et la résilience des communautés dans les zones ciblées.

Pilier 1 : Économie

La TICAD a toujours accordé la priorité à l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale. À mesure que le continent progresse dans son développement, l'accent mis par la TICAD a évolué, passant d'une approche traditionnelle fondée sur l'aide à une approche centrée sur la co-création, l'innovation, le commerce, l'investissement et le partenariat économique. En réponse aux perturbations mondiales causées par la pandémie de COVID-19 et l'agression de la Russie contre l'Ukraine, le Japon a réaffirmé son engagement à renforcer un système économique international libre et ouvert afin de préserver les moyens de subsistance des populations et de promouvoir la stabilité à long terme. Cette trajectoire reflète l'importance croissante accordée par la TICAD au commerce équitable et fondé sur des règles, à l'engagement inclusif et à la croissance verte. Le Japon a également exprimé son intention de soutenir les start-ups et les entreprises qui se développent en Afrique, en particulier celles qui sont portées par la jeunesse dynamique du continent. La collaboration entre les secteurs public et privé reste au cœur de cette vision, favorisant l'innovation, la connectivité numérique et la prospérité partagée entre l'Afrique et ses partenaires mondiaux.

Renforcement d'un système économique international libre et ouvert

Renforcement des capacités

Le Japon a annoncé qu'il formerait 300 000 personnes en trois ans dans un large éventail de domaines, notamment l'industrie, la santé et les soins médicaux, l'agriculture, la justice et l'administration publique. En date de mars 2025, le Japon **avait déjà assuré la formation de plus de 300 000 personnes** dans le cadre de divers projets tels que l'Initiative d'éducation dans le secteur des affaires en faveur des jeunes Africains (Initiative ABE), reposant sur des partenariats publics-privés-universitaires.

Initiative ABE (Photo: JICA)

Finance

La réalisation d'une croissance durable et inclusive nécessite le renforcement des fondements économiques de l'Afrique grâce à des systèmes financiers résilients, à la facilitation des investissements et à la stabilité macroéconomique.

Dans le cadre de l'engagement du Japon à renforcer la résilience économique et le développement du secteur privé en Afrique, une série d'instruments financiers et d'initiatives ciblées ont été mis en œuvre dans le cadre de la TICAD. **Grâce à la cinquième phase de l'Assistance renforcée au secteur privé pour l'Afrique (EPSA5)**, des projets et programmes pour un montant total d'**environ 34,2 milliards USD** ont été finalisés, soutenant des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, les infrastructures et les soins de santé. Afin de promouvoir davantage la facilitation des échanges et l'atténuation des risques, **la Nippon Export and Investment Insurance (NEXI)** a réalisé en juin 2023 un investissement stratégique de **15 millions USD dans l'Assurance pour le Développement du Commerce et de l'Investissement en Afrique (ATIDI).**

En outre, depuis 2024, CC Innovation Africa Ltd., première filiale d'un groupe bancaire japonais en Afrique, dont le siège est situé au Kenya, propose des solutions personnalisées d'investissement, de financement et de conseil aux entreprises japonaises affiliées qui exercent des activités sur les différents marchés africains.

Afin de promouvoir davantage la stabilité macroéconomique, le Japon a versé 40 % de ses **droits de tirage spéciaux (DTS)** nouvellement alloués, soit 16,7 milliards USD, au mécanisme de transfert des DTS du Fonds monétaire international (FMI), soutenant ainsi les pays à faible revenu et vulnérables.

En complément de ces efforts, le Japon a soutenu **la gestion de la soutenabilité** dette par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), qui a dispensé une formation à 204 fonctionnaires de 42 pays africains, dont le Cap-Vert, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, la Guinée, et les Seychelles et Sao Tomé-et-Principe.

Le dispositif **des obligations « Samurai »** du Japon continue d'offrir une solution de financement innovante aux emprunteurs souverains africains, favorisant ainsi un environnement propice à la croissance. En novembre 2023, l'Égypte a réalisé sa deuxième émission d'obligations « Samurai », pour un montant de 75 milliards JPY (environ 500 millions USD), garanties par la banque commerciale japonaise Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC) et re-garanties par l'Africa Finance Corporation (AFC). Par ailleurs, la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) a apporté ses garanties à l'obligation Samurai émise par la Côte d'Ivoire en juillet 2025.

Dans la droite ligne de l'initiative japonaise visant à renforcer la résilience macroéconomique de l'Afrique, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a lancé en 2024, avec le soutien du budget supplémentaire du Japon, **l'Initiative pour la notation de crédit en Afrique**. Cette initiative vise à améliorer l'accès de l'Afrique aux marchés financiers mondiaux en améliorant la notation souveraine. À ce jour, plus de 120 hauts fonctionnaires de 18 pays ont participé à cinq ateliers techniques organisés en Éthiopie, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Côte d'Ivoire.

Le Japon a fourni plus de **130 millions** de dollars américains d'aide alimentaire dans **39** pays africains

Soutien au renforcement de la production alimentaire

Conscient de l'interdépendance entre la stabilité économique et la souveraineté alimentaire, le Japon a donné la priorité à l'aide visant à garantir la sécurité alimentaire et des systèmes agricoles durables qui assurent la résilience face aux chocs extérieurs.

Afin de renforcer la production alimentaire, une série d'initiatives soutenues par le Japon ont été mises en œuvre en collaboration avec des institutions africaines afin de répondre aux besoins urgents tout en investissant dans des systèmes à long terme. Grâce à un **co-financement avec la Facilité africaine d'urgence pour la production alimentaire de 1,5 milliard USD de la Banque africaine de développement**, le gouvernement japonais a soutenu la mise en œuvre d'une aide de 320 millions USD pour l'amélioration de la production alimentaire en Côte d'Ivoire, en Tanzanie et au Nigeria.

Parallèlement, le Japon a fourni plus de 130 millions de dollars américains d'aide alimentaire à 39 pays africains afin de lutter contre l'insécurité alimentaire aiguë exacerbée par les chocs mondiaux.

En outre, les efforts de renforcement des capacités ont été intensifiés dans le cadre de **la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)**, menée par la JICA, qui a dispensé **une formation à 229 875 personnes** dans 32 pays. Afin de soutenir les petits exploitants agricoles, **l'initiative SHEP (Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion - Autonomisation et promotion de l'horticulture des petits exploitants)**, également mise en œuvre par la JICA, a été déployée dans 38 pays, **bénéficiant à 119 936 agriculteurs** grâce à des formations et au développement de la chaîne de valeur. Collectivement, ces interventions témoignent de l'engagement du Japon en faveur de la promotion de l'autosuffisance alimentaire et d'une agriculture résiliente au changement climatique en Afrique.

Ces initiatives japonaises s'inscrivent dans le prolongement des efforts déployés par la Commission de l'Union africaine (CUA) pour soutenir **les Lignes directrices relatives à l'évaluation et à l'examen biennal des plans nationaux d'investissement dans l'agriculture**, qui aident les États membres à mener à bien leur transformation systémique en vue d'atteindre les objectifs de Malabo, un ensemble d'objectifs concrets en matière d'agriculture à atteindre d'ici 2025, grâce à l'élaboration d'une série d'outils, d'instruments et de guides destinés à soutenir une mise en œuvre efficace.

La résilience climatique du secteur agricole africain a également été renforcée grâce à la mise en œuvre du **Programme de résilience des systèmes alimentaires (FSRP)**, dans le cadre de l'Approche programmatique Multiphase (MPA) de la Banque mondiale. Ce programme a renforcé les capacités agricoles, promu l'utilisation durable des ressources et amélioré la commercialisation des denrées alimentaires, tout en faisant progresser les réformes politiques axées sur la résilience. Des progrès ont été réalisés en matière de cofinancement avec la JICA dans le cadre du FSRP en Tanzanie.

Dans la lignée des initiatives susmentionnées, en 2023, le Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique (UNOSAA), par l'intermédiaire du Groupe de travail interdépartemental des Nations Unies sur les affaires africaines (IDTFAA), a convoqué des réunions de haut niveau sur la **transition des systèmes agroalimentaires en Afrique**, notamment l'événement spécial sur l'Afrique lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires +2. À travers ces réunions et la publication d'un recueil et de notes d'orientation, l'UNOSAA a plaidé en faveur d'investissements durables et de la souveraineté alimentaire et a proposé des perspectives stratégiques et des solutions politiques contribuant à soutenir l'élaboration et l'adoption de la Déclaration de Kampala du Programme détaillé pour le développement de l'Agriculture en Afrique.

Promotion de la mise en œuvre de la ZLECAf, renforcement de la connectivité

Alors que l'Afrique progresse vers un développement inclusif et durable, l'intégration régionale par le biais du commerce transfrontalier et d'infrastructures de qualité reste un catalyseur essentiel de la transformation économique.

Dans le cadre de **« l'Approche du corridor intégré 2.0 »**, le Japon a soutenu d'importants **projets d'infrastructures visant à améliorer la connectivité commerciale** à travers l'Afrique. La deuxième phase de l'aménagement de l'échangeur autoroutier de Tema a été achevée en février 2025. Parmi les initiatives en cours figurent le développement de la zone économique spéciale (ZES) de Mombasa, du pont de Mombasa Gate, du port et des routes de Nacala, ainsi que de pôles de transport en Afrique de l'Ouest. En Ouganda, des systèmes de circulation intelligents sont mis en place dans le cadre du Projet d'amélioration du contrôle de la circulation dans la ville de Kampala.

Échangeur autoroutier Tema(Photo: JICA)

En outre, le projet de **renforcement des capacités opérationnelles des postes-frontières uniques (OSBP)** le long du corridor Nord-Sud améliore l'efficacité des frontières entre le Botswana, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe.

Parallèlement aux initiatives en matière d'infrastructures, le Japon, par l'intermédiaire de la JICA et en partenariat avec des entités telles que l'Organisation mondiale des douanes (OMD), a donné la priorité au **développement des ressources humaines** dans des domaines clés des douanes tels que **la facilitation des échanges, le contrôle aux frontières et la perception des recettes** en Afrique, notamment en Algérie, au Maroc, aux Comores, en République du Congo, en Eswatini et en Namibie. Depuis la TICAD 8, 40 agents des douanes de 21 pays ont obtenu la certification de maître formateur (MT). En outre, 15 agents sont actuellement formés pour devenir MT en intelligence géospatiale afin de renforcer la sécurité régionale. De 2018 à 2024, plus de 58 000 personnes ont reçu une formation dispensée par 189 MT à travers l'Afrique, dont 15 000 agents des douanes formés depuis la TICAD 8. Au Soudan du Sud, 277 agents des douanes ont participé à des programmes de renforcement des capacités en matière de facilitation du commerce et de perception des recettes.

De plus, ces initiatives japonaises sont en adéquation avec les efforts de la CUA en faveur de la connectivité intercontinentale, tels que l'harmonisation des systèmes ferroviaires fragmentés du continent ou les initiatives **SMART Corridors** dans les corridors régionaux, notamment celles de l'Agence de facilitation du transport en transit du Corridor central (CCTTFA) et du corridor de Dar es Salaam. Dans le cadre du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA), le soutien du Japon contribue au développement

des infrastructures régionales et au renforcement de la connectivité énergétique transfrontalière. Ses investissements dans l'innovation, les réseaux intelligents et les énergies propres soutiennent directement la mise en œuvre de l'AfSEM dans le cadre de l'Agenda 2063.

Par l'intermédiaire de la JICA, le Japon a contribué à l'élaboration de **cadres juridiques liés aux affaires**, notamment en matière de droit de la concurrence, qui constituent une base essentielle pour revitaliser les échanges commerciaux entre le Japon et l'Afrique. Ces efforts se sont traduits par des formations ciblées dispensées au Kenya, au Ghana, au Nigeria, en Tanzanie et dans d'autres pays afin de renforcer les compétences juridiques et institutionnelles.

Dans le secteur de l'énergie, le Japon a apporté son soutien à l'intégration régionale et au développement **des systèmes d'échange d'énergie électrique** par le biais de la coopération technique de la JICA avec le SAPP (South Africa Power Pool) et le WAPP (West Africa Power Pool), ainsi que par le financement de la modernisation et de la stabilisation des réseaux électriques au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie.

Dans le cadre de **l'Initiative pour une économie bleue**, la JICA contribue au renforcement des capacités : 770 personnes ont pu bénéficier de formations ou participer à des projets visant à promouvoir la pêche durable et à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

Dans le droit fil des initiatives évoquées ci-dessus, en 2024, le Bureau de la Conseillère spéciale des Nations unies pour l'Afrique (UNOSAA), à travers le Groupe de travail interministériel des Nations Unies sur les affaires africaines (IDTFAA), a plaidé pour l'accélération de la mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063 par la promotion de la transformation numérique. Au cours de réunions trimestrielles, le groupe de travail a fourni des analyses stratégiques et publié des notes d'orientation encourageant des solutions numériques évolutives, adaptées à chaque pays. Cette initiative a contribué au plaidoyer mondial en faveur de la stratégie de transformation numérique de l'Afrique dans le cadre **du Pacte numérique mondial**, tout en encourageant le développement d'**une pile d'infrastructures publiques numériques africaines.**

« Croissance verte »

Parallèlement au développement des infrastructures et à la facilitation des échanges commerciaux, la promotion de modes de croissance respectueux du climat est devenue un pilier central de la coopération entre l'Afrique et le Japon. Dans le cadre de l'**Initiative japonaise pour une croissance verte** avec l'Afrique, le Japon a apporté son soutien dans des domaines ciblés tels que le développement des chaînes d'approvisionnement en hydrogène, la production d'ammoniac, etc.

Afin de soutenir la transition énergétique verte de l'Afrique, la JICA a organisé trois **formations sur l'utilisation de l'énergie hydrogène** entre 2023 et début 2024, auxquelles ont participé des représentants de quatre pays. De mai 2023 à avril 2024, la JICA a mené **une enquête sur le potentiel de l'hydrogène vert et de l'ammoniac**, suivie de séminaires de partage de connaissance à Tokyo et au Cap pour inciter les entreprises à s'intéresser à la décarbonation.

Le Japon a également plaidé en faveur de la transition énergétique de l'Afrique grâce à l'engagement stratégique du secteur privé. Par exemple, le Japon a soutenu **le Projet solaire de Kom Ombo** en Égypte et **le Projet de soutien aux mesures de lutte contre le changement climatique** au Nigeria, par le biais du mécanisme de Financement des investissements du secteur privé de la JICA. En outre, le Japon a contribué à hauteur de **5 millions USD au Fonds fiduciaire de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)**, qui fournit actuellement des garanties de prêt pour trois projets africains totalisant 60 millions USD, et d'autres sont à l'étude. La Sumitomo Corporation a développé, en partenariat avec AMEA Power, **la centrale éolienne terrestre d'Amunet** en Égypte qui est entrée en exploitation en mai 2025 et produit désormais 500 MW d'énergie propre. En 2025, Toyota Tsusho et Eurus Energy Holdings Corporation, en partenariat avec Engie et Orascom, ont quant à eux lancé en Égypte **le plus grand parc éolien d'Afrique** (650 MW), **« Gulf of Suez II »** ; il alimente 1,1 million de foyers et contribue à réaliser la vision de l'Égypte en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030.

Gulf of Suez II (Photo : Toyota Tsusho Corporation)

Dans le cadre de l'initiative LEAD de la Nippon Export and Investment Insurance (NEXI), une assurance-prêt est accordée au projet de développement de l'énergie éolienne en Égypte, ce qui a pour effet d'**encourager les investissements privés dans le développement des énergies propres**.

Par le biais **du Mécanisme de renforcement des investissements mondiaux**, la JBIC continue de contribuer au financement de grands projets d'investissement en Afrique, tels que des projets de parcs éoliens terrestres en Égypte, un projet d'énergie solaire au Bénin et un projet d'exploitation d'une unité flottante de stockage et de regazéification (FSRU) au Sénégal. La JBIC fournit également des financements à l'exportation par le biais de prêts en deux étapes, par exemple pour l'exportation d'équipements de production d'énergie géothermique vers le Kenya.

Dans le cadre du programme KIZUNA mené par la JICA, des participants de Tanzanie, du Mozambique et d'autres pays ont suivi **une formation** à long terme **dans le secteur minier**, favorisant le développement des compétences et la collaboration dans le secteur de l'exploitation des ressources naturelles.

Le Mécanisme conjoint d'octroi de crédits (JCM), initiative japonaise visant à coopérer avec les pays en développement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, a étendu sa présence en Afrique, avec deux projets d'énergie solaire de 50 MW sélectionnés en Tunisie dans le cadre du programme de financement pour l'exercice 2023.

En Afrique du Sud, un séminaire sur l'économie verte et les technologies de crédits carbone a été organisé en mars 2023 afin de promouvoir les opportunités offertes par le JCM. En mai 2024, le Japon et le Sénégal ont tenu leur première réunion du Comité mixte, qui a officiellement adopté les règles de mise en œuvre du JCM conformément à l'article 6 de l'Accord de Paris, parallèlement à des discussions sur les programmes de soutien financier du Japon. En mai 2025, un protocole de coopération sur la mise en place du JCM entre le Japon et la Tanzanie a été signé.

Afin de mobiliser **des financements pour les activités d'adaptation au changement climatique**, deux projets liés à l'Afrique, Green Guarantee Company et Project GAIA, proposés par Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG) Bank, ont été approuvés par le conseil d'administration du FVC, le plus grand fonds mondial pour le climat destiné à aider les pays en développement à limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux effets du changement climatique. Ces projets sont en cours afin de faciliter l'accès aux financements relatifs à la lutte contre le changement climatique pour la mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation.

En outre, le Japon a versé 1**5 millions USD à un fonds fiduciaire de la Banque mondiale qui soutient des projets liés à l'hydrogène vert, à la production d'énergie géothermique et au stockage d'énergie par batterie en Afrique.** En mars 2025, le fonds mettait en œuvre 37 projets pour un montant total de 13 millions USD, et d'autres initiatives étaient en cours d'élaboration afin d'étendre la portée régionale.

Soutien à la résolution des problématiques sociales, y compris le soutien aux start-ups

Il est essentiel de libérer le potentiel d'innovation de l'Afrique pour relever les défis sociaux complexes. Le Japon continue de donner la priorité à l'autonomisation des jeunes et des entrepreneurs en soutenant les écosystèmes de start-ups et l'innovation locale.

À cette fin, la JICA continue de renforcer le développement du capital humain et la transformation numérique en Afrique. Dans le cadre de **l'initiative Africa KAIZEN** (AKI) et du Projet NINJA (Next Innovation with Japan), 45 295 personnes ont été formées pour acquérir des compétences industrielles. Plus de 2 000 entreprises dans 8 pays ont bénéficié de la diffusion de l'approche Kaizen grâce à la coopération technique dans le cadre d'AKI. L'écosystème des startups a été renforcé par le biais du **projet NINJA en soutenant 455 startups** dans des pays tels que le Nigeria et l'Ouganda, et de la réalisation d'Enquêtes sur le soutien aux activités liées aux ODD.

Les efforts visant à généraliser **la transformation numérique** ont progressé grâce à 77 projets menés par la JICA dans des secteurs tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et les services postaux au Rwanda, au Sénégal, en Éthiopie et dans d'autres pays. Le Japon a également soutenu le développement **des infrastructures TIC**, partagé son expertise réglementaire avec l'Éthiopie et renforcé la résilience numérique par l'intermédiaire de l'Union internationale des télécommunication (UIT) et de l'Union postale universelle (UPU), notamment en organisant des ateliers sur les télécommunications d'urgence au Malawi et en Gambie, et en dispensant une formation sur les infrastructures postales en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo.

En février 2024, la JICA a organisé **le Séminaire Asie-Afrique pour le partage des connaissances en matière de villes intelligentes**, auquel ont participé huit pays africains afin de présenter des initiatives dans ce domaine et de partager des connaissances. Une coopération en matière de développement axé sur les transports en commun (TOD) et/ou de villes intelligentes est en cours dans trois pays.

Ces initiatives japonaises vont dans le sens des efforts déployés par la CUA pour améliorer la sécurité routière grâce au déploiement d'**infrastructures intelligentes et numériques** et à un modèle de planification fondé sur les données mis en œuvre dans certaines villes africaines afin d'identifier les zones à haut risque.

SHEP

a soutenu une agriculture inclusive des genres dans **36** pays.

Le soutien à l'entrepreneuriat féminin a également été une priorité. La JICA et des organisations internationales ont soutenu l'entrepreneuriat féminin à travers deux programmes clés. L'approche SHEP (Smallholder Horticulture Empowerment & Promotion) de la JICA a soutenu une agriculture inclusive des genres dans 36 pays, avec des participants de la Côte d'Ivoire à la Tunisie. Parallèlement, le projet **« She Trades Connect »** (financé à hauteur de 20 000 USD pour l'exercice 2024), mis en œuvre par le Centre du commerce international, a dispensé des formations axées sur le marketing et l'image de marque, apporté un soutien à la négociation commerciale lors de salons professionnels et favorisé le développement des opportunités commerciales grâce à des programmes de formation.

L'entrepreneuriat des jeunes a également été encore renforcé par **l'Initiative timbuktoo**, menée par le PNUD et soutenue par le budget supplémentaire du Japon. Cette initiative vise à établir, à travers toute l'Afrique, un réseau de dix pôles technologiques afin de stimuler l'entrepreneuriat et la croissance du secteur privé. Six pôles sont déjà opérationnels : au Nigeria, au Kenya, au Rwanda, en Zambie, en Éthiopie et en Afrique du Sud. Ils soutiennent plus de 120 start-ups de plus de 30 pays en leur offrant un mentorat, un soutien technique et un million USD de financement de démarrage. **Le programme UniPods CNC Bootcamp** au Rwanda a donné d'excellents résultats en matière de formation technique et d'entrepreneuriat.

Initiative timbuktoo (Photo: PNUD)

Plusieurs projets d'investissement sont en cours. En 2023, Sony Group a créé le « Sony Innovation Fund: Africa », allouant 10 millions USD pour investir dans de **jeunes entreprises africaines du secteur du divertissement**, notamment dans les domaines du jeu vidéo, de la musique, du cinéma et de la distribution de contenus. En collaboration avec Audiomack, Yamaha a coorganisé en 2024 un concours avec un rappeur nigérian populaire et un DJ sudafricain afin de nouer des relations avec **des créateurs en Afrique** et de proposer à ses clients africains des produits et services qui enrichissent leur expérience sonore et musicale. Depuis 2020, Hakki propose **des financements d'actifs aux chauffeurs de VTC** (voiture de transport avec chauffeur) au Kenya et en Afrique du Sud afin qu'ils puissent acquérir leur propre véhicule grâce à des fonds levés au Japon.

Financements d'actifs aux chauffeurs de VTC (Photo: HAKKI AFRICA)

Pilier 2 : Une société résiliente et inclusive

Le Japon a réaffirmé son engagement à favoriser une société résiliente et inclusive en Afrique en plaçant les personnes au centre du développement durable. Conscient de la croissance démographique rapide de l'Afrique, le Japon s'est engagé à mener des initiatives à long terme centrées sur l'humain qui améliorent le bien-être et luttent contre les disparités croissantes. Guidé par les principes de la sécurité humaine, les ODD et l'Agenda 2063 de l'Afrique, l'accent a été mis sur la création de conditions de vie équitables et de qualité. Ces efforts visent à garantir que les résultats du développement soient partagés inclusivement et que les investissements dans les personnes contribuent à une paix, une dignité et une prospérité durables sur tout le continent.

Santé

Le renforcement des systèmes de santé publique est essentiel à la construction d'une société résiliente et inclusive. Le Japon a mené des efforts pour faire progresser la lutte contre les maladies infectieuses, le développement de vaccins et le renforcement des capacités des professionnels de santé, entre autres.

D'importantes contributions financières et techniques ont été apportées **au Fonds mondial**, démontrant ainsi la ferme volonté du Japon de lutter contre les maladies infectieuses et de renforcer les systèmes de santé dans le monde entier. Cet investissement substantiel souligne le rôle de premier plan joué par le Japon dans les initiatives mondiales en matière de santé et son engagement en faveur de la couverture sanitaire universelle.

Dans le domaine de la SSR, le Japon a alloué environ 24,2 millions USD à 25 projets du Fond des Nations Unies pour la population **(FNUAP)** dans des pays parmi lesquels le Tchad, les Comores et le Soudan.

Parallèlement, le Japon a soutenu le travail essentiel de la Fédération internationale pour la planification familiale **(IPPF)** par des investissements ciblés : 400 000 USD en Éthiopie, 384 000 USD au Soudan et un financement supplémentaire pour des programmes au Botswana, en Mauritanie et au Mozambique par le biais du Fonds fiduciaire japonais de l'IPPF. Ces investissements combinés, réalisés dans le cadre de partenariats stratégiques, témoignent de l'engagement soutenu du Japon en faveur du renforcement des services de **SSR** et de l'autonomisation des communautés dans toute l'Afrique.

Le Japon a renforcé les efforts de lutte contre les maladies dans des pays tels que l'Algérie, le Burundi, la Libye, le Soudan et la Namibie, par l'intermédiaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en finançant 15 projets sur trois exercices financiers avec un investissement total d'environ 11,4 USD (budgets supplémentaires pour les exercices 2022-2024) et en favorisant **l'accès aux vaccins par le biais de l'initiative COVID-19 Vaccine Global Access (COVAX).** 2 milliards de doses de vaccins ont été livrées à 146 pays/régions, permettant d'éviter environ 2,7 millions de décès dans les régions à faible revenu avant la fin de l'initiative en décembre 2023.

Afin de **soutenir le développement de vaccins**, le Japon avait déjà versé environ 234 millions USD à **la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI)** à fin mars 2025 dans le cadre de son programme de coopération pour la phase 2022-2026. En réponse à la crise du virus de la variole du singe, 5 millions USD ont été engagés par le biais du Fonds fiduciaire de la Banque mondiale, qui a bénéficié à des pays tels que la Guinée-Bissau, la République du Congo, le Burundi, le Maroc et le Lesotho. En outre, le Japon contribue à hauteur de 10,5 millions USD à **l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI)** de 2022 à 2027, dont 7,3 millions USD ont déjà été versés, afin de soutenir le développement de vaccins et les essais cliniques associés.

En collaboration avec le secteur privé, les systèmes de santé africains ont été consolidés grâce à un soutien financier aux établissements de santé et au renforcement des capacités des professionnels de santé. La JICA et des banques privées japonaises ont signé un accord de prêt avec la Banque africaine d'import-export (plafonné à 200 millions USD de la JICA et 200 millions de la Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC) et du Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG)) pour développer **des hôpitaux et des installations liées aux soins de santé ainsi que la production pharmaceutique** en Afrique. Par ailleurs, un système de radiographie portable du Groupe Fujifilm est utilisé pour améliorer **l'accès au dépistage de la tuberculose** dans les zones reculées de plus de dix pays africains grâce à des partenariats avec des prestataires de soins de santé. Si le Japon a vigoureusement soutenu Gavi pour les vaccinations de routine, il a également contribué à hauteur de **30 millions USD à l'Accélérateur de la production de vaccins en Afrique (AVMA)** lancé en juin 2024. Les programmes de la JICA ont permis de **renforcer les compétences de 11 064 membres du personnel médical et de recherche dans le domaine des maladies infectieuses, de former 38 062 professionnels de santé** et d'étendre les services à 2,26 millions de personnes.

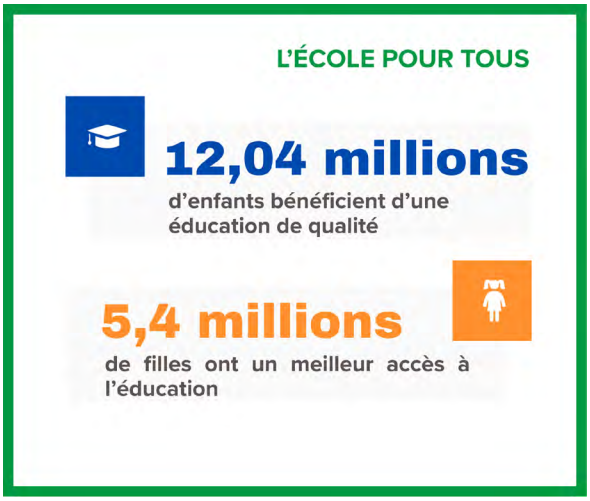
Dans la droite ligne des initiatives susmentionnées, **le programme régional de renforcement des systèmes de santé**, dans le cadre de l'Approche programmatique multiphase de la Banque mondiale contribue à la résilience sanitaire et à la préparation aux situations d'urgence en Afrique orientale et australe grâce à une stratégie multisectorielle par étapes.

En outre, avec l'appui de l'Union africaine (UA), **les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) et la JICA ont signé** en février 2024 un protocole de coopération (MoC) visant à renforcer les systèmes de santé publique régionaux. Ce partenariat porte sur le renforcement des capacités des laboratoires, la surveillance des maladies, y compris **les maladies tropicales négligées** (MTN), ainsi que l'élargissement de l'accès **aux soins de santé primaires** (SSP) afin de faire progresser **la couverture sanitaire universelle.**

Éducation

Reconnaissant l'éducation comme un pilier du développement durable et de l'innovation, le Japon a activement soutenu les efforts déployés par l'Afrique pour élargir l'accès à un enseignement de qualité et à la collaboration scientifique au travers d'un large éventail d'initiatives couvrant l'éducation de base, l'enseignement supérieur et les partenariats de recherche.

Le Japon a œuvré en faveur d'une éducation de qualité et de la coopération scientifique en Afrique à travers diverses initiatives. Différents projets, dont le projet **« École pour tous »** mené par la JICA, ont permis d'offrir **une éducation de qualité à 12,04 millions d'enfants,** y compris **un meilleur accès à l'éducation pour 5,4 millions de filles**. Dans le cadre de son programme d'enseignement supérieur, la JICA et ses institutions partenaires ont formé **5 391 professionnels hautement qualifiés** grâce à des programmes dispensés par l'intermédiaire de l'E-JUST (Égypte), de l'Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie (JKUAT, Kenya) et de l'Institut panafricain des sciences fondamentales et technologiques (PAUSTI, Kenya).



Dans le cadre du **programme Sakura Science Exchange**, 460 étudiants africains de 18 pays ont été invités à découvrir la science et la technologie de pointe ainsi que la culture du Japon au cours de l'exercice 2022-2024, et 9 étudiants d'Afrique et du Japon ont participé à des programmes d'échange mutuel. En outre, dans le cadre du **Partenariat pour la recherche scientifique et technologique en faveur du développement durable (SATREPS)**, 9 projets de recherche dans 6 pays ont été adoptés et sont en cours, tandis que dans le cadre du **programme Recherche collaborative Afrique-Japon (AJ-CORE),** 9 d'autres projets de recherche dans 6 pays ont été adoptés et sont en cours.

S'agissant des actions du secteur privé, la Fondation internationale Toda, créée par la société Toda en décembre 2024, **enseigne** aux jeunes Africains **la langue, la culture et les pratiques commerciales japonaises**, utiles pour travailler avec des entreprises japonaises, grâce à une collaboration réunissant l'industrie, le monde académique et le gouvernement japonais en Côte d'Ivoire.

Afin de promouvoir un accès continu et inclusif à **une éducation sûre et de qualité pour les filles** en Afrique de l'Ouest, le Japon a fourni 3,26 millions USD par l'intermédiaire de l'UNESCO-IICBA (Institut international pour le renforcement des capacités en Afrique) afin de soutenir les établissements de formation des enseignants au Cameroun, au Tchad, au Burkina Faso et en Mauritanie.

Dans le prolongement des initiatives susmentionnées, **la série de dialogues sur l'Afrique 2024**, organisée par l'UNOSAA, a mis l'accent sur l'utilisation de la science, de la technologie et de l'innovation pour améliorer l'accès à une éducation de qualité en Afrique. Organisée tout au long du mois de mai 2024, elle a donné lieu à des webinaires internationaux, à des sessions animées par des jeunes et s'est conclue par un dialogue de haut niveau sur l'élaboration des politiques et la formulation de recommandations concrètes pour le développement de l'Afrique. Des supports pédagogiques, notamment des notes d'orientation et un magazine électronique, ont été produits pour promouvoir le thème « L'éducation par la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique que nous voulons ».

Les efforts visant à améliorer l'enseignement supérieur en Afrique ont également été soutenus par l'initiative **« Centres d'excellence africains »** (ACE) lancée par la Banque mondiale en 2014. Cette initiative vise à améliorer l'enseignement supérieur en Afrique en créant plus de 80 centres dans 50 universités de 20 pays. Ces centres se concentrent sur le renforcement des capacités de formation et de recherche dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), ainsi que des sciences de la santé et de l'agriculture. L'initiative s'est associée au Fonds fiduciaire japonais sur les politiques et le développement des ressources humaines (PHRD) pour soutenir la

valorisation commerciale de la recherche et les partenariats entre universités et entreprises grâce à des formations en ligne et à une assistance technique aux incubateurs existants.

Mesures de lutte contre le changement climatique et réduction des risques de catastrophe

Il est essentiel de s'attaquer à la menace fondamentale que représentent le changement climatique et les catastrophes naturelles en Afrique afin de réduire les risques interdépendants qui pèsent sur la stabilité économique, le maintien des moyens de subsistance et la stabilité sociale. Dans ce contexte, le Japon a joué un rôle de premier plan dans la promotion d'initiatives visant à renforcer les capacités de l'Afrique en matière d'adaptation au changement climatique, de gestion de l'environnement et de réduction des risques de catastrophe.

Le Japon a mené des efforts en matière de **partage des connaissances sur la gestion des déchets en Afrique par le biais de la Plateforme africaine des villes propres (ACCP)**, lancée en 2017. Depuis son lancement, l'initiative s'est étendue à 193 villes dans 47 pays, avec 85 nouvelles villes ajoutées depuis la TICAD 8.

Au Mozambique, la méthode Fukuoka a été appliquée pour réhabiliter le site d'enfouissement de Maputo, formant 144 personnes, dont 69 après la TICAD 8. À Yokohama, 169 responsables du secteur des déchets africains provenant de 41 pays ont reçu une formation, dont 49 après la TICAD 8. La collecte de données sur les déchets basée sur l'ODD 11.6.1 a été menée dans 39 villes de 21 pays, dont 24 villes après la TICAD 8.

Par l'intermédiaire de la JICA, les projets basés sur l'ACCP dans 18 pays et 53 villes ont bénéficié à 36,66 millions de personnes et permis de former 1 606 fonctionnaires à la gestion des déchets. Parallèlement, 1 885 personnes issues de 18 pays ont été formées à **la réduction des risques de catastrophe** et 5 500 personnes dans 10 pays ont reçu une formation à **la gestion forestière**. Grâce au JJ-FAST, **le système d'alerte précoce dans les forêts des régions tropicales** élaboré par la JICA et la JAXA, le Japon a effectué une surveillance périodique des forêts dans 43 pays.

Par ailleurs, SpaceData Inc., en collaboration avec le Secrétariat du Commonwealth, le Bureau des affaires spatiales des Nations Unies (BAS-NU), l'Université de Bonn, l'Université de Tokyo et Maxar Technologies, a mené en 2025 **un projet de jumeau numérique basé sur l'IA visant à améliorer l'évaluation des risques de catastrophe naturelle** et la résilience des pays du Commonwealth, dont le Ghana.

Le Japon a également soutenu des projets de résilience dans le domaine de l'eau par le biais d'engagements bilatéraux et de **l'initiative AWARe (Action pour l'adaptation et la résilience dans le domaine de l'eau)** avec différents pays parmi lesquels l'Afrique du Sud et l'Égypte. En Afrique de l'Ouest, **le Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion (ICHARM)**, hébergé par le gouvernement japonais, continue de développer un système d'alerte précoce en cas d'inondation et de piloter le renforcement des capacités. Des études de faisabilité ont été achevées en novembre 2023 pour le projet de gestion globale de la sédimentation du barrage polyvalent de Sidi Salem en Tunisie.

D'autres efforts en matière de gestion environnementale ont été menés par **le Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières d'Afrique de l'Ouest (WACA ResIP)** de la Banque mondiale, dont la priorité est la lutte contre l'érosion côtière, les inondations et les effets du changement climatique en Afrique de l'Ouest. Cette initiative encourage les partenariats internationaux pour la création de côtes résilientes et l'amélioration des moyens de subsistance des communautés côtières d'Afrique de l'Ouest. Le Centre japonais de connaissances, créé dans le cadre du programme WACA, collabore avec **le Centre d'excellence africain pour la résilience côtière (ACECoR)** et le programme SATREPS du Japon afin de développer des approches durables en matière de gestion des sédiments et de l'environnement.

Projet de la résilience climatique (Photo: JICA)

Pilier 3 : Paix et stabilité

Les efforts du Japon soulignent l'importance de la paix et de la stabilité en tant que piliers fondamentaux du développement durable et de la croissance inclusive en Afrique. Compte tenu de l'expansion démographique et de la complexité sociopolitique croissante du continent, le Japon s'est engagé dans des initiatives à long terme qui placent les populations au cœur de son action. Ancrés dans les cadres de la sécurité humaine, des ODD et de l'Agenda 2063, ces efforts visent à s'attaquer aux causes profondes des conflits, à réduire les inégalités et à soutenir des institutions résilientes. En favorisant une gouvernance équitable et en renforçant la cohésion sociale, ces principes promeuvent une paix et une sécurité durables, fondements d'un développement inclusif et centré sur les personnes.

Consolidation de la démocratie et promotion de l'État de Droit

La promotion de la démocratie et de l'État de droit est un fondement essentiel de la paix et de la sécurité. Le Japon continue de soutenir **des projets de renforcement des capacités visant à consolider les institutions démocratiques et la gouvernance**. La JICA a renforcé les capacités de 3 332 personnes à mettre en place des institutions et à consolider la gouvernance dans les secteurs judiciaire et administratif, y compris en matière de lutte contre la corruption.

Le Japon a également continué à promouvoir la gouvernance démocratique et l'intégrité électorale par le biais de projets d'aide non remboursable mis en œuvre par le PNUD. Cela comprend le soutien aux élections au Zimbabwe (200 millions JPY, février 2023), en RDC (269 millions JPY, mai 2023) et en Guinée (270 millions JPY, février 2024). Des subventions supplémentaires ont été accordées pour la prévention des conflits et la participation politique inclusive en Côte d'Ivoire (612 millions JPY, octobre 2024), la réforme du secteur judiciaire au Gabon (331 millions JPY, juillet 2024) et le développement des médias au Soudan du Sud (396 millions JPY, octobre 2024) afin d'améliorer l'accès aux informations relatives aux élections.

Le Japon a également contribué à améliorer **l'accès aux informations relatives aux élections** au Soudan du Sud par le biais de la JICA. Parmi les principales initiatives, citons le projet de renforcement des capacités institutionnelles de la Société de radiodiffusion du Sud-Soudan (phase 2) et le déploiement d'un conseiller en renforcement des compétences de la Commission électorale nationale. Des programmes de formation ont permis à 16 fonctionnaires sud-soudanais de se familiariser avec la liberté d'expression et la gestion des élections. Des programmes supplémentaires de co-création de connaissances ont permis de former 12 participants aux systèmes électoraux et 20 participants au rôle des médias dans les sociétés démocratiques.

En outre, la JICA a mené **la co-création d'opportunités d'éducation et d'emploi pour les femmes, les jeunes et d'autres groupes** au Niger, à Madagascar et au Rwanda (École pour tous, formation professionnelle, projet NINJA, Kaizen, etc.). Au Sénégal, la JICA a fait progresser l'utilisation des technologies numériques. Ces projets visent à encourager une large participation des citoyens à la démocratie.

Dans le but de soutenir **le renforcement des capacités en matière d'application du droit maritime**, la JICA mène depuis 2019 le Projet de renforcement des capacités des garde-côtes de Djibouti (phase III), avec le déploiement régulier de personnel de la Garde côtière du Japon (JCG), y compris l'équipe de coopération mobile (MCT), pour dispenser des formations en matière d'intervention sur le terrain et former des instructeurs. En outre, la JCG a contribué au programme de co-création des connaissances (KCCP) de la JICA sur l'application du droit maritime, auquel ont participé des représentants de Maurice, de Djibouti, du Kenya, du Nigeria, du Mozambique, de l'Égypte et de Madagascar entre 2022 et 2024. Le Japon a également soutenu la coopération régionale en matière d'application du droit maritime, avec différents partenaires dont l'UE, en organisant un séminaire auquel ont été invités les pays membres du Code de conduite de Djibouti, comme l'Érythrée, les Comores, Maurice, les Seychelles et la Somalie.

Le Japon a apporté un soutien important au renforcement de la sécurité maritime et de la gouvernance dans toute l'Afrique par l'intermédiaire de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). Au cours de l'exercice 2024, environ 10 millions USD ont été consacrés à des projets visant à renforcer les capacités en matière d'application des lois maritimes afin de lutter contre des problèmes critiques tels que le trafic illicite de drogues, la traite des êtres humains, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, la protection des câbles sous-marins, la pollution marine et la piraterie. En outre, le Japon a versé 2 millions USD pour promouvoir **des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais** dans la région de la SADC, notamment par l'analyse des risques, l'étude des pratiques minières illégales et le dialogue régional visant à renforcer l'état de droit. Une contribution d'un million USD a également été versée pour soutenir la bonne gouvernance et la facilitation des échanges en Angola en **luttant contre le financement illicite et la criminalité fiscale.**

Prévention des conflits et consolidation de la paix

Pour instaurer une paix durable, il est nécessaire d'investir de manière soutenue dans la prévention des conflits, la réconciliation et la confiance institutionnelle. Conformément au principe du lien entre aide humanitaire, développement et paix (HDP), qui met l'accent sur la lutte contre les causes profondes des conflits, le Japon entretient un partenariat de longue date avec les pays africains pour faire progresser la consolidation de la paix.

Le Japon continue de **soutenir les Centres de formation au maintien de la paix en Afrique,** en collaboration avec le PNUD. Au cours de l'exercice 2022, des projets d'un montant total de 2,5 millions USD ont été mis en œuvre au Nigeria, au Ghana, au Togo, en Égypte, au Bénin, au Kenya et au Mali. Au cours de l'exercice 2023, 1,25 million USD supplémentaires ont été alloués à des centres au Nigeria, au Togo, en Égypte et au Ghana. En 2024, 1,01 million USD ont été accordés à l'Égypte, au Kenya, à la Tanzanie, au Cameroun et au Togo pour renforcer les capacités de maintien de la paix et fournir des équipements.

Dans le cadre du budget de l'exercice 2022, le Japon a versé **134 000 USD au Fonds pour la paix de l'UA** pour trois initiatives : (1) l'élaboration d'outils de connaissance pour le Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité (PAPS) de l'UA, (2) le renforcement du Réseau panafricain des sages (PanWise) et du Réseau des femmes africaines (FemWise-Africa), et (3) le soutien à la consolidation de la paix dans la région du lac Tchad. Au cours de l'exercice 2023, 100 000 USD ont été alloués au renforcement des capacités de la police somalienne en vue du retrait de la mission ATMIS, et 95 000 USD supplémentaires ont été consacrés aux efforts de gouvernance au Sahel.

Lors de la TICAD 8, le Japon a nommé un ambassadeur, **envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique**, afin de contribuer à la paix et à la sécurité dans la région. Ce dernier s'est rendu à plusieurs reprises dans la région afin de plaider en faveur d'un règlement pacifique des conflits. Le Japon a également lancé l'« Initiative de promotion de femmes leaders pour la paix dans la Corne de l'Afrique » lors de la réunion ministérielle de la TICAD en août 2024, et a depuis commencé des activités visant à renforcer les capacités des femmes et des jeunes artisans de la paix dans la région.

Dans le cadre du projet au Ghana du Fonds mondial pour l'engagement communautaire et la résilience (GCERF), le Japon a soutenu la création de revenus et la formation à l'alphabétisation numérique des femmes et des jeunes dans trois régions du nord touchées par l'afflux de réfugiés en provenance du Burkina Faso. Outre la réalisation des objectifs de formation, le projet a renforcé la cohésion communautaire. Par ailleurs, le Japon a contribué à hauteur d'environ 1,5 million USD à un projet de l'ONUDC axé sur **la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent au Sahel**, qui sera mis en œuvre de mars 2025 à mars 2026.

Le Japon a également financé **le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix à hauteur d'environ 6,91 millions USD** entre août 2022 et décembre 2024.

De plus, le Japon a contribué au renforcement des capacités en Afrique par le biais **du Programme de partenariat triangulaire des Nations Unies (UNTPP)**. D'août à septembre 2024, des instructeurs de la Force terrestre d'autodéfense du Japon (JGSDF) ont formé 24 personnes du Ghana, du Kenya, du Libéria, de la Sierra Leone et de l'Ouganda à l'utilisation d'équipements de génie lourd au Kenya. Grâce à une formation en ligne dispensée en 2023 et 2024, 48 personnes du Kenya, de Tanzanie et d'Ouganda ont été formées aux processus de gestion de la construction. En outre, trois officiers médicaux de la JGSDF ont animé des cours d'assistants médicaux sur le terrain (FMAC) en juillet 2023, décembre 2024 et juin 2025 en Ouganda.

En ce qui concerne la contribution du secteur privé japonais dans ce domaine, **des équipements de déminage contre les mines antipersonnel** de la société Komatsu ont été fournis au Sénégal dans le cadre de l'APD japonaise afin de soutenir la reconstruction de la région de Casamance. Komatsu prévoit également d'accorder chaque année des bourses à dix étudiants inscrits dans le Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal-Japon (CFPT-SJ), dans le cadre d'un soutien à long terme.

Avec l'appui du budget supplémentaire du Japon, **la Facilité régionale de stabilisation** du PNUD a permis **le retour en toute sécurité de 1,1 million de personnes déplacées**, dont plus de 600 000 femmes, dans le bassin du lac Tchad. L'initiative a permis de rétablir des services essentiels, notamment des logements permanents pour 6 000 ménages, l'accès à l'école pour 28 000 enfants et l'accès aux soins de santé pour 1 million de personnes.

Des infrastructures de sécurité ont été reconstruites dans 41 localités, ce qui s'est traduit par une amélioration du sentiment de sécurité, passant de 50 % à 86 %. En outre, 85 000 personnes (dont 47 % de femmes) ont bénéficié d'un soutien économique et plus de 100 000 ont obtenu l'accès à l'eau potable.

Le Japon a également contribué à hauteur de 13 millions USD au Fonds fiduciaire de la Banque mondiale pour l'assistance technique dans le domaine de **la cybersécurité.** Ce fonds fiduciaire finance actuellement des projets en Afrique pour un montant total d'environ 4,9 millions USD. Cette initiative est alignée sur **la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique** de l'Union africaine, qui comprend notamment le renforcement de la cyber-résilience afin de protéger les infrastructures numériques critiques.

Avec le CFPT-SJ (Photo: Komatsu)

Autonomisation des communautés

L'autonomisation des communautés est fondamentale pour renforcer la gouvernance, améliorer la cohésion sociale et favoriser un développement inclusif dans les contextes fragiles et touchés par des conflits.

À travers la JICA, le Japon a mis en œuvre des initiatives globales d'autonomisation des communautés à travers l'Afrique afin de renforcer la gouvernance et la cohésion sociale.

Par ailleurs, la JICA soutient le développement de l'administration locale en Sierra Leone et au Mali (achevé en Côte d'Ivoire), tout en lançant de nouveaux projets de cohésion sociale au Burundi et en planifiant des programmes axés sur le Sahel. Les projets d'amélioration des services publics de la JICA ont bénéficié à environ 3 millions de personnes dans 14 pays. La JICA met en œuvre des projets qui aident 1,6 million de réfugiés et de personnes déplacées dans 9 pays, dont l'Ouganda et la Zambie, avec des extensions prévues en Éthiopie et au Kenya.

Les initiatives axées sur le genre comprennent la formation de 314 personnes de 11 pays à la prévention de la violence sexiste (GBV) et la réintégration de 226 femmes autrefois affiliées au groupe Al-Shabaab en Somalie grâce à des programmes menés par des OSC à Kismayo et Baidoa.

En complément de ces efforts, la Banque mondiale a renforcé la cohésion sociale dans le golfe de Guinée en consolidant la résilience transfrontalière au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo grâce au développement pilotés par les communautés locales. En améliorant les services essentiels, en favorisant la coordination régionale et en renforçant les capacités locales, cette initiative s'attaque aux disparités sociales et aux risques de conflit tout en promouvant **une croissance inclusive dans les régions frontalières vulnérables.**

Conclusion

Projet du PNUD pour la stabilisation au Soudan du Sud, financé par le Japon (Photo : PNUD)

Ce rapport rend compte des mesures concrètes et solides prises par le Japon en faveur du développement de l'Afrique avec son approche centrée sur l'humain, ainsi que sa contribution au renforcement des capacités sur tout le continent. Il démontre que le Japon a tenu les engagements qu'il avait annoncés lors de la TICAD 8 et que les progrès réalisés par le Japon avec divers acteurs depuis l'adoption de la Déclaration de Tunis de la TICAD 8 ont réaffirmé l'importance de co-créer des voies de développement durable, inclusif et résilient en Afrique, grâce à un engagement accru des jeunes, à l'innovation verte, au commerce équitable et à la sécurité humaine. Du renforcement des institutions publiques au soutien aux start-ups et à la promotion de solutions intelligentes pour faire face au changement climatique, ces initiatives sont le reflet d'un partenariat Japon-Afrique qui mûrit, fondé sur des priorités communes et un respect mutuel. Les résultats présentés ici marquent une avancée significative et serviront de base à la poursuite de la collaboration et à une planification fondée sur des données objectives lors de la TICAD 9 et au-delà.

TICAD Tokyo International Conference on African Development

Tunisia 2022

Ministry of Foreign Affairs of Japan
2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8919, Japan
Phone: +81-(0)3-3580-3311
https://www.mofa.go.jp